
Rapport du Président**Proposition de prêt****République fédérative du Brésil****Projet de développement durable de la forêt
tropicale atlantique (Parceiros da Mata)**Numéro du projet: 2000004316

Cote du document: EB 2024/LOT/P.6

Date: 13 mai 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 69.

Questions techniques:**Claus Reiner**Directeur de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: c.reiner@ifad.org**Hardi Vieira**Coordonnateur du programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: h.vieira@ifad.org

Table des matières

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	3
II. Description du projet	4
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	5
C. Théorie du changement	6
D. Alignement, appropriation et partenariats	7
E. Coût, avantages et financement	7
III. Gestion des risques	9
A. Risques et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	11
C. Plans d'exécution	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VI. Recommandation	13
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Le document sera transmis aux représentants au Conseil d'administration.)	
II. Logical framework	
III. Integrated project risk matrix	

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Claus Reiner
Coordonnateur du programme de pays:	Hardi Vieira
Responsable technique:	Rikke Grand Olivera
Responsable des finances:	Johanna Herremans
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Juriste:	Adriana Lucia Jauregui Zabalaga

Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 22/11/2023

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Banque interaméricaine de développement
Emprunteur:	État de Bahia, République fédérative du Brésil
Organisme d'exécution:	Secrétariat du développement rural
Coût total du projet:	150,0 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	18,0 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires, assorties d'un délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Cofinancier:	Banque interaméricaine de développement
Montant du cofinancement:	100 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt
Contribution de l'emprunteur:	32,0 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	15,3 millions d'USD
Institution coopérante:	Banque interaméricaine de développement

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Après avoir enregistré une croissance de 2,9% en 2022, le produit intérieur brut (PIB) du Brésil a affiché de bons résultats durant les deux premiers trimestres 2023, grâce au secteur agricole, principalement. Une croissance de 1,5% est attendue pour 2024, accompagnée d'une inflation de 3,92%. Le Gouvernement brésilien a entrepris de vastes réformes, qui comprennent notamment un nouveau cadre budgétaire et une réforme fiscale. Cependant, les inégalités sont profondes et tenaces dans le pays.
2. Quelque 52 millions de Brésiliens (24% de la population nationale) vivent actuellement sous le seuil de pauvreté, et 14 millions (6,5%) dans l'extrême pauvreté. Près de la moitié de la pauvreté est concentrée dans la région nord-est du pays, qui compte moins d'un tiers de la population nationale. En 2022, 125,2 millions de Brésiliens étaient en situation d'insécurité alimentaire, et plus de 33 millions souffraient de la faim. Le nord-est fait partie des régions du pays les plus vulnérables aux effets des changements climatiques.
3. L'agriculture familiale, qui assure des moyens d'existence à la majeure partie de la population rurale, revêt un caractère stratégique pour la réduction de la pauvreté (objectif de développement durable n° 1) et l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (objectif de développement durable n° 2). Le secteur emploie les trois quarts de la main-d'œuvre agricole, représente 77% des exploitations et est à l'origine d'un tiers du revenu agricole national. Toutefois, les agriculteurs familiaux ont un accès insuffisant aux ressources humaines et financières, ce qui limite leur capacité d'adaptation et aggrave l'exode rural, la pauvreté et l'insécurité alimentaire.
4. **État de Bahia.** En 2023, l'État de Bahia comptait plus de 14 millions d'habitants (7% de la population du Brésil), et affichait un PIB représentant 4% de celui du pays. Quelque 45,3% de ses habitants sont en situation d'insécurité alimentaire, et 6,3 souffrent de la faim. Dans les zones rurales, la pauvreté est liée à une faible productivité de l'agriculture et à des difficultés d'accès à la terre, aux financements et aux compétences techniques.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

5. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet de développement durable de la forêt tropicale atlantique (Parceiros da Mata) a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - porteur de transformations en matière de genre;
 - tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - axé sur les jeunes;
 - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.
6. **Transformations en matière de genre.** Les femmes bénéficieront de nouvelles possibilités de génération de revenus dans le cadre de plans de développement de la production et de plans d'activité, et leur accès aux ressources naturelles, ainsi que leur contrôle sur celles-ci, seront renforcés. L'utilisation de carnets de bord agroécologiques permettra de donner davantage de visibilité à leur contribution à l'économie. Leur participation aux activités du projet sera facilitée par des services de garde d'enfants, une formation aux fonctions de direction et le renforcement de leur rôle dans les processus décisionnels aux niveaux communautaire et

organisationnel. Leur charge de travail sera diminuée grâce à des technologies sociales d'accès à l'eau permettant un gain de temps. Des actions de sensibilisation à la prévention et à la lutte contre la violence fondée sur le genre sont prévues.

7. **Activités axées sur les jeunes.** L'équipe du projet s'appuiera sur l'expérience acquise dans le cadre d'autres projets soutenus par le FIDA au Brésil. Elle contribuera à faire participer les jeunes à la gestion durable des ressources naturelles, à créer de nouveaux emplois et débouchés, à renforcer les organisations de jeunes, à donner à ces derniers les moyens de prendre part aux processus décisionnels aux niveaux communautaire et organisationnel et à mobiliser les écoles d'agriculture familiale pour relier l'éducation aux activités productives et aux activités de communication sociale et à appuyer les réseaux de la jeunesse rurale.
8. **Prise en compte des enjeux nutritionnels.** Les points de départ possibles du projet en matière de nutrition sont l'amélioration de l'accès des ménages à l'eau et les technologies agricoles et sociales telles que les énergies renouvelables, la récupération et le stockage de l'eau, et la réutilisation de l'eau. L'éducation nutritionnelle portera sur les besoins nutritionnels élémentaires, les pratiques en matière de sécurité sanitaire des aliments, l'assainissement, l'hygiène et les pratiques de transformation et de conservation tenant compte de la nutrition.
9. **Financement climatique et renforcement de la capacité d'adaptation.** Toutes les composantes du projet contribuent au financement climatique. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 15 333 000 USD, soit 85,8% de l'investissement du FIDA, dont 8 854 000 USD pour les activités d'adaptation aux changements climatiques et 6 479 000 USD pour les activités d'atténuation des changements climatiques.
10. **Peuples autochtones et communautés traditionnelles.** Lors de l'élaboration des plans de développement de la production, l'équipe tiendra compte des aspects sociaux et culturels, ainsi que des connaissances et des modes de vie traditionnels. Ces communautés bénéficieront d'un plus large accès à l'eau pour l'usage domestique et la production et à d'autres technologies sociales (énergie et assainissement, notamment), ce qui leur permettra d'améliorer leurs moyens d'existence. Le projet œuvrera en faveur de l'attribution de titres fonciers aux communautés quilombolas et renforcera l'organisation sociale des peuples et communautés traditionnels, des associations communautaires aux commissions régionales et commissions de l'État dotées d'une représentation politique.

Justification de l'intervention du FIDA

11. Le FIDA et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont signé un accord de partenariat en 1978. Il s'agira de la deuxième opération de prêt cofinancée par la BID et du deuxième projet de type C au Brésil. Le partenariat avec la BID permet au FIDA de donner suite à la demande de l'État visant à reproduire à plus grande échelle le Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia [Pró-semiárido (PPS)].
12. Le projet permettra d'étendre à la forêt tropicale atlantique l'approche du FIDA en matière d'intensification agricole durable par l'intermédiaire des organisations rurales. Le partenariat apportera les produits suivants au FIDA: i) mobilisation de ressources supplémentaires pour investir dans les populations rurales, et application de ses priorités en matière de développement et de son expérience dans le cadre de ce cofinancement; ii) élargissement des interventions et de la base de connaissances du FIDA à la forêt tropicale atlantique, en profitant de l'expérience de la BID dans ce biome; iii) accroissement de la portée; iv) augmentation des investissements publics en faveur de l'inclusion sociale et de la durabilité; v) réduction des coûts administratifs liés à la conception et à la

supervision; vi) mobilisation des connaissances et de l'expertise complémentaires du FIDA et de la BID; vii) consolidation du travail du FIDA en matière de gestion des connaissances et de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST); viii) renforcement du partenariat du FIDA avec l'État de Bahia, après trois projets successifs couronnés de succès.

B. Enseignements à retenir

13. Il est essentiel de disposer d'une équipe expérimentée pour faire démarrer rapidement les projets, notamment en ce qui concerne la planification, la passation des marchés et l'élaboration des plans communautaires. Les expériences fructueuses menées dans le cadre du projet PPS appuyé par le FIDA, toujours en cours, ont été mises à profit lors de la conception, ce qui sera vital pour le démarrage. Le maintien d'une partie de l'équipe principale de ce projet sera indispensable pour tirer parti du capital humain constitué lors de l'exécution.
14. Le don du FIDA au programme Semear a ouvert la voie à la collaboration du Fonds à la gestion des connaissances au Brésil, et a contribué à l'étude et à l'échange des bonnes pratiques. L'équipe du PPS a recruté des consultants en gestion des connaissances pour rassembler ses enseignements et ses expériences, ce qui a permis de développer de solides capacités.
15. L'équipe du PPS a fait de bonnes expériences lors d'échanges internationaux. Elle a reçu la visite de spécialistes techniques venus d'Angola et du Mozambique, et a organisé le premier atelier consacré aux projets du FIDA dans les pays du Marché commun du Sud.
16. Des données de qualité et des informations fondées sur des éléments probants sont indispensables pour mettre en lumière la manière dont le projet est exécuté, répertorier les nouvelles opérations et favoriser la concertation sur les politiques. Elles témoignent également de l'efficacité des interventions du type de celles menées par le FIDA. L'État dispose d'un système de suivi-évaluation fiable.
17. Le dialogue continu du FIDA avec les autorités de l'État, la société civile et les organisations paysannes a renforcé ses relations avec les décideurs et a facilité la mise en place de nombreuses innovations du projet PPS, telles que les carnets de bords agroécologiques, destinées à être intégrées dans les programmes publics. Le nouveau projet influera également directement sur les politiques publiques grâce aux innovations qu'il apportera dans la forêt tropicale atlantique.
18. En faisant appel à des organisations de la société civile locale pour l'assistance technique, l'équipe du PPS a bénéficié de l'expérience et des compétences au niveau local et a constitué des capacités d'exécution à cet échelon. Ces capacités sont particulièrement utiles pour promouvoir l'agroécologie, les transformations en matière de genre et l'inclusion des jeunes. Elles seront précieuses dans le biome du nouveau projet.
19. L'expérience acquise par le FIDA au Brésil a prouvé qu'il était important de répondre aux besoins des ménages en eau potable pour la consommation humaine, en particulier dans le contexte des changements climatiques. Elle a également montré l'intérêt des technologies sociales (telles que les citernes, les biodigesteurs, les fourneaux écologiques, la réutilisation des eaux ménagères, etc.) pour la résilience face aux changements climatiques. L'équipe du projet s'attachera à appliquer ces solutions et à leur adjoindre d'autres technologies d'assainissement innovantes qui permettent d'améliorer la santé et la nutrition des populations et de réduire la dégradation de l'environnement.
20. Les investissements productifs devront être complétés par la commercialisation des produits, car l'équipe du projet travaillera avec des chaînes de valeur consolidées, telles que celle du cacao. Elle s'associera à des entreprises privées, des organisations non gouvernementales, des fédérations de coopératives qui utilisent

le modèle d'entrepôt Central da Caatinga et des unions de coopératives pour innover dans le domaine de la commercialisation.

21. L'introduction par le FIDA des éléments de l'agroécologie dans les écoles rurales au Brésil a favorisé une réelle participation des jeunes et suscité l'intérêt de la jeune génération pour une production durable et une nutrition diversifiée. L'expérience considérable en matière d'écoles d'agriculture familiale acquise par l'équipe du PPS sera renforcée dans le Projet Parceiros da Mata.
22. Le PPS a employé des jeunes des communautés en qualité d'agents communautaires ruraux. Intégrés dans l'équipe du projet, les agents communautaires ruraux ont appuyé l'exécution en renforçant les organisations locales, tout en veillant à la prise en main des activités par les communautés, à l'accessibilité physique et à la confiance. Ce modèle sera appliqué dans le nouveau projet Parceiros da Mata.
23. Le bureau du FIDA à Salvador (Brésil) joue un rôle essentiel en rassemblant les cofinancements apportés par d'autres partenaires et en reproduisant les interventions à plus grande échelle. Ces contributions ont été déterminantes lors de la définition du projet et de la collaboration avec la BID. L'appui à la conception, à la supervision et à l'exécution assuré par le bureau de Salvador apportera, tout comme le PPS, une contribution essentielle à la réussite du projet.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

24. Les **objectifs généraux** du projet sont d'améliorer les revenus, la nutrition et la sécurité alimentaire, l'accès aux services essentiels et l'adaptation aux changements climatiques de la population rurale et de protéger la base de ressources naturelles de la région. Les **objectifs spécifiques** sont les suivants:
 - i) accroître l'utilisation des technologies agricoles, en mettant l'accent sur celles qui contribuent à l'adaptation aux changements climatiques, et en donnant la priorité aux femmes, aux jeunes et aux peuples et communautés traditionnels;
 - ii) améliorer l'intégration des producteurs dans les chaînes de valeur, en donnant la priorité aux femmes, aux jeunes et aux peuples et communautés traditionnels;
 - iii) améliorer les conditions environnementales des familles rurales et de leur milieu; iv) améliorer l'accès à l'eau potable et au traitement des eaux usées dans les communautés rurales.
25. Le projet Parceiros da Mata ciblera les ménages de petits exploitants vivant dans la pauvreté et dans l'extrême pauvreté. Le projet bénéficiera directement à 88 000 ménages (352 000 personnes environ) dans les communautés rurales. Les ménages bénéficiaires seront pour 50% dirigés par une femme, pour 30% dirigés par une personne jeune et pour au moins 5% issus de communautés traditionnelles.
26. **Ciblage géographique.** Le projet couvrira les zones rurales de 77 municipalités situées dans quatre territoires de la forêt tropicale atlantique de l'État de Bahia: Baixo Sul, Litoral Sul, Médio Rio das Contas et Vale do Jiquiriçá. Ces municipalités ont été retenues en raison de leur faible indice de développement humain, de la médiocrité de leurs services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, de leur productivité agricole peu élevée, de leur accès insuffisant aux services d'assistance technique et de l'existence de processus de dégradation de l'environnement.
27. **Ciblage social.** La population cible comprend les agriculteurs familiaux pauvres et les autres populations rurales pauvres, la primauté étant accordée aux femmes, aux jeunes, aux communautés traditionnelles et aux personnes LGBTQIAPN+ (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers, intersexes, asexuels/aromantiques/agenres, pan/poly, non-binaires et autres) issues des

communautés rurales prioritaires. Un panachage des méthodes de ciblage direct et d'autociblage garantira l'inclusion sociale et une forte participation des groupes cibles. Les activités destinées aux groupes cibles seront associées à des critères de sélection clairement définis, à des quotas et à des mesures de renforcement des capacités et de sensibilisation pour garantir la participation des groupes les plus vulnérables.

B. Composantes, résultats et activités

Composante 1. Systèmes de production résilients, régénération de l'environnement et renforcement des capacités

28. Cette composante permettra de financer des plans pour améliorer la production et la commercialisation, restaurer les terres dégradées, renforcer les capacités des familles et de leurs organisations et apporter une assistance technique. Elle prévoit des plans de développement durable communautaire pour des ensembles de communautés rurales contiguës, axés sur les groupes cibles et fondés sur un diagnostic participatif. Chaque plan de développement durable communautaire comprendra un plan de développement de la production destiné à financer les intrants, les outils et le matériel qui permettront d'utiliser les technologies favorisant l'amélioration de la sécurité alimentaire et la production durable, ce qui contribuera à réduire la déforestation et à faciliter l'adaptation aux changements climatiques, ainsi qu'un plan de renforcement socioculturel qui financera la formation et le matériel nécessaire pour accroître les capacités des femmes, des jeunes et des organisations communautaires et faciliter l'inclusion des groupes prioritaires dans les activités des projets. Cette composante prévoit en outre des initiatives de rémunération des services environnementaux, une régularisation foncière et environnementale et des plans d'activité pour les coopératives et d'autres organisations économiques dans les territoires sélectionnés, l'objectif étant d'ajouter de la valeur aux produits et d'améliorer la commercialisation en finançant des investissements et une assistance technique spécialisée.

Composante 2. Sécurité hydrique et assainissement rural

29. Cette composante financera des travaux à petite échelle dans les communautés rurales, notamment: i) des structures destinées à améliorer l'accès à l'eau potable, telles que des citernes domestiques pour recueillir l'eau de pluie et des réseaux communautaires reliés aux habitations; ii) des réseaux d'assainissement pour le traitement des effluents et des eaux ménagères; iii) des modules d'assainissement domestique comprenant à la fois des toilettes et des lavoirs. Un appui technique sera également apporté pour la conception et l'exécution d'un projet pilote de gestion des déchets solides en milieu rural, reposant sur la classification et le traitement adéquat des différents déchets, en coordination avec les autorités municipales et les organisations communautaires telles que les coopératives de tri et les organisations multicommunautaires.

Composante 3. Renforcement des institutions et gestion des connaissances

30. Cette composante permettra de renforcer les principales institutions publiques de développement rural, les prestataires de services d'assistance technique sous contrat et les organisations de bénéficiaires. Les plans de renforcement des capacités pourront comprendre l'organisation de formations et l'amélioration des systèmes d'information, du matériel et des véhicules. Cette composante favorisera la mise en place de systèmes multicommunautaires de gestion de l'eau pour assurer la durabilité des interventions menées dans le cadre de la composante 2. Elle appuiera en outre la gestion des connaissances et la CSST, notamment par des itinéraires d'apprentissage et un programme pour la jeunesse rurale. Elle comprendra des activités de suivi-évaluation qui renforceront la gestion axée sur les résultats du projet.

31. **Gestion du projet.** Ces activités comprendront: i) l'administration et la gestion du projet; ii) le suivi-évaluation; iii) les audits.

C. Théorie du changement

32. L'objectif du projet est d'améliorer les revenus, la nutrition et la sécurité alimentaire, et l'accès aux services de base ainsi que la résilience face aux changements climatiques des populations rurales pauvres, et de protéger la base de ressources naturelles de la région. Il permettra d'accroître la résilience des agriculteurs et de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et de la malnutrition. Il vise aussi à lutter contre les inégalités de genre et l'exclusion sociale, et à autonomiser les femmes, les jeunes, les peuples et communautés traditionnels et la communauté LGBTQIAPN+.
33. Les systèmes de production se caractérisent actuellement par une faible productivité, un manque de diversification et une dégradation de plus en plus importante de la forêt tropicale atlantique, liée en particulier à la déforestation et à une vulnérabilité extrêmement forte face aux changements climatiques. Ils présentent diverses déficiences au regard de l'inclusion sociale, générationnelle et raciale, lesquelles perpétuent la pauvreté, la vulnérabilité, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Les exploitants familiaux ont peu de moyens d'accéder à des technologies adaptées, des services et des marchés axés sur le développement des activités de production durable d'aliments et des possibilités d'emploi. Pour surmonter ces difficultés, l'équipe du projet travaillera dans le cadre de trois composantes qui permettront d'obtenir les résultats attendus et de réaliser l'objectif du projet.
34. Dans le cadre de la composante 1, les ménages ruraux et les organisations paysannes amélioreront leurs systèmes de production alimentaire et leur nutrition en accroissant leur utilisation des technologies contribuant à l'adaptation aux changements climatiques. Cette composante permettra d'intégrer les producteurs dans les chaînes de valeur en leur donnant accès à de nouveaux marchés et en augmentant leurs ventes, et de faire en sorte que les familles rurales et leurs communautés jouissent de meilleures conditions environnementales. À cette fin, l'équipe s'emploiera à: investir dans les communautés et les organisations paysannes au moyen de plans de développement territorial, pour mettre en place des systèmes de production diversifiés, résilients et nutritifs, renforcer la gestion durable des ressources naturelles et accroître les revenus; garantir des investissements dans des améliorations ou adaptations avec des unions de coopératives au moyen de plans d'activité, afin d'améliorer la commercialisation des produits issus de l'agriculture familiale agroécologique; aider à la régularisation foncière et environnementale, notamment au profit des communautés quilombolas; promouvoir des initiatives de rémunération des services environnementaux pour améliorer la conservation et le reboisement de la forêt tropicale atlantique.
35. La composante 2 permettra aux familles et communautés rurales d'améliorer leur accès à l'eau et à l'assainissement au moyen de technologies sociales. À cette fin, l'équipe s'emploiera à: garantir les investissements dans des solutions collectives d'accès à l'eau et d'assainissement domestique, notamment dans le cadre d'une gestion multicommunautaire; promouvoir l'investissement dans des technologies sociales de récupération et de stockage de l'eau de pluie pour la consommation humaine et la production.
36. Dans le cadre de la composante 3, l'équipe du projet appuiera la formation et la génération de connaissances, essentielles pour assurer la durabilité des investissements.

D. Alignement, appropriation et partenariats

37. Les objectifs du projet sont conformes au Programme de développement durable à l'horizon 2030 visant à ne laisser personne de côté, et en particulier avec les objectifs de développement durable suivants: 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro et agriculture durable), 5 (égalité entre les sexes), 6 (eau propre et assainissement), 7 (énergie propre et d'un coût abordable), 10 (inégalités réduites), 12 (consommation et production responsables), 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et 15 (vie terrestre).
38. Le projet contribuera aux cinq thématiques transversales de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) et aux objectifs stratégiques du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025: objectif stratégique 1 (accroissement de la production), objectif stratégique 2 (participation accrue au marché) et objectif stratégique 3 (renforcement de la résilience). Il contribuera également aux objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2016-2022 pour le Brésil et au nouveau COSOP (dont l'élaboration est en cours d'achèvement): i) renforcer la production agricole durable, la sécurité alimentaire, la nutrition et l'accès aux marchés, en mettant l'accent sur la durabilité environnementale et la protection des biens publics mondiaux; ii) renforcer les politiques et les programmes publics en les affinant à partir d'éléments factuels et en diffusant les meilleures pratiques; iii) renforcer les capacités des institutions gouvernementales et des organisations des populations rurales pauvres pour favoriser le développement rural durable tout en préservant les biens publics mondiaux.
39. Le projet est totalement en phase avec les politiques de développement rural de l'État de Bahia, en particulier le Plan pluriannuel pour 2020-2023 et le Plan de développement intégré 2035. Il s'inscrit également dans la ligne de plusieurs politiques et programmes nationaux de développement rural durable, tels que la contribution déterminée au niveau national, la Stratégie nationale d'adaptation et le Plan national d'adaptation aux changements climatiques, le Plan national de sécurité hydrique, le Programme national d'assainissement rural, la Politique nationale d'assistance technique et de vulgarisation rurale pour l'agriculture familiale et la réforme agraire, le Programme d'achat de produits alimentaires, le Programme national d'alimentation scolaire et le programme de crédit rural pour l'agriculture familiale. Il est cohérent avec la Politique nationale pour le développement durable des peuples et communautés traditionnels et le Plan national d'action en faveur des personnes LGBTQIAPN+. Il sera également en concordance avec le Plan national pour l'agroécologie et la production biologique, actuellement élaboré par le Gouvernement fédéral avec l'appui du FIDA.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

40. Le coût total du projet s'élèvera à 150 millions d'USD, sur lesquels 100 millions d'USD (66,7%) seront financés par un prêt de la BID, 18 millions d'USD (12,0%) par un prêt du FIDA et 32 millions d'USD (21,3%) par une contribution de contrepartie de l'État. En outre, les bénéficiaires du projet apporteront une contribution à hauteur de 15 millions d'USD environ, qui n'a pas été incluse dans le coût total du projet, conformément aux procédures de la BID, mais qui sera suivie par l'unité de gestion du projet (UGP) et prise en compte par le FIDA lors des missions de supervision. Le Gouvernement fédéral apportera sa garantie souveraine pour l'opération.
41. Les différentes composantes du projet seront financées proportionnellement par le FIDA, la BID et l'État de Bahia, ce qui offrira au FIDA une participation et une visibilité totales. Le financement de contrepartie de l'État de Bahia sera apporté en espèces.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>État de Bahia</i>		<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Prêt de la BID</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Systèmes de production résilients, régénération de l'environnement et renforcement des capacités	18 000	56	10 100	56	56 000	56	84 100	56
2. Sécurité hydrique et assainissement rural	7 900	25	4 400	25	24 600	25	36 900	25
3. Renforcement des institutions et gestion des connaissances	3 000	9	1 700	9	9 500	9	14 200	9
Gestion du projet	3 100	10	1 800	10	9 900	10	14 800	10
Total	32 000	100	18 000	100	100 000	100	150 000	100

Tableau 2
Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Année 1</i>	<i>Année 2</i>	<i>Année 3</i>	<i>Année 4</i>	<i>Année 5</i>	<i>Année 6</i>	<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>
1. Systèmes de production résilients, régénération de l'environnement et renforcement des capacités	3 900	9 700	15 800	20 600	20 800	13 300	84 100
2. Sécurité hydrique et assainissement rural	1 700	4 200	6 900	9 100	9 100	5 900	36 900
3. Renforcement des institutions et gestion des connaissances	700	1 600	2 700	3 500	3 500	2 200	14 200
Gestion du projet	700	1 700	2 800	3 600	3 700	2 300	14 800
Total	7 000	17 200	28 200	36 800	37 100	23 700	150 000

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

42. Conformément aux politiques de la BID, le tableau d'affectation des fonds est ventilé par composante. Afin de simplifier les modalités d'exécution, le suivi budgétaire et les prescriptions en matière d'information financière, le tableau d'affectation des fonds figurant dans l'accord de financement du FIDA sera présenté par composante et non pas par catégorie. Le tableau relatif aux coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement n'a donc pas été intégré.

Décaissement

43. L'État de Bahia ouvrira un compte désigné en dollar des États-Unis, qui sera utilisé exclusivement pour les ressources apportées par le FIDA. Les fonds seront virés en monnaie locale depuis le compte désigné vers les comptes opérationnels de l'État de Bahia. Une clause pari passu sera appliquée pour les composantes cofinancées par la BID et le FIDA.
44. Les responsables du projet utiliseront les modèles et procédures de la BID pour présenter les justificatifs de dépenses et les demandes de décaissement d'avances, lesquels sont conformes aux procédures de décaissement du FIDA. Ils soumettront les demandes de retrait (justificatifs de dépenses et demandes de décaissement d'avances) simultanément à la BID, pour examen, et au FIDA (sur le Portail clients du FIDA). La BID examinera les demandes de retrait pour s'assurer de leur conformité avec les dispositions de l'accord de financement du FIDA et confirmera

par écrit au Fonds que les conditions de décaissement ont été remplies avant le versement.

Résumé des avantages et analyse économique

45. L'analyse coûts-avantages évalue les avantages du prêt, notamment en ce qui concerne l'accroissement des revenus des agriculteurs, la baisse des coûts et les gains liés à un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement. Les résultats confirment la viabilité économique du projet, qui présente une valeur actuelle nette de 32 millions d'USD et un taux de rentabilité interne de 18% sur une période de 20 ans.

Stratégie de retrait et durabilité

46. Les responsables du projet mettront en œuvre une stratégie de retrait visant à assurer la durabilité des interventions. Plusieurs facteurs contribueront à la durabilité: i) le programme de formation intensive à l'intention des bénéficiaires et des équipes d'assistance technique; ii) la diffusion de pratiques agroécologiques adaptées au contexte et le renforcement de l'accès aux marchés; iii) les partenariats avec des organisations de la société civile et des organisations paysannes; iv) le renforcement des institutions; v) la diffusion des expériences par l'intermédiaire des activités de gestion des connaissances et de CSST.
47. De plus, l'approche territoriale garantira que les activités du projet sont intégrées dans la dynamique des territoires d'identité, et permettra une complémentarité entre les différents projets, programmes et politiques mis en œuvre dans ces territoires par le Gouvernement de l'État de Bahia. Le projet appuiera également la création de systèmes d'assainissement communautaires; les bénéficiaires participeront directement à leur gestion, leur maintenance et leur exploitation.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

48. La matrice intégrée des risques du projet a été établie conformément aux directives du FIDA. Le risque global inhérent au projet est modéré, tout comme le risque résiduel.

Tableau 3
Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Élevé	Modéré
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Faible
Gestion financière	Modéré	Modéré
Passation des marchés relatifs au projet	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Faible
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

49. Le FIDA a procédé à une analyse des lacunes consistant à comparer le Cadre de politique environnementale et sociale de la BID avec les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) du FIDA, actualisées en 2021. L'analyse a confirmé que l'utilisation du cadre de politique environnementale et sociale de la BID permettrait de répondre de manière satisfaisante aux engagements du FIDA sur le plan social et environnemental et en matière de changements climatiques. D'après le cadre de la BID, le projet est classé dans la

catégorie B, car les activités prévues pourraient entraîner des impacts environnementaux et sociaux négatifs modérés à moyen terme, qui seront réversibles avec les mesures d'atténuation disponibles. Un suivi adéquat et une vérification du respect des mesures de protection sont envisagés pour toute la durée du projet.

C. Classement au regard des risques climatiques

50. Le risque lié aux catastrophes et aux changements climatiques est jugé « modéré » pour l'intervention en raison des effets des inondations et des sécheresses sur les travaux et les activités du projet. Les mesures d'atténuation des risques ont été définies, et le projet comprendra une analyse des risques liés aux catastrophes et aux changements climatiques.

D. Soutenabilité de la dette

51. La dette de l'État de Bahia a été notée « A » (solvabilité) en 2023, compte tenu d'un ratio d'endettement de 51,55%. En outre, la notation du Secrétariat national du Trésor du Ministère de l'économie, qui englobe l'endettement, l'épargne courante et les liquidités, permet à l'État de bénéficier d'une garantie souveraine du Gouvernement fédéral du Brésil. Le prêt sera donc garanti par ce dernier.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

52. L'organisme d'exécution sera le Secrétariat du développement rural (SDR) du Gouvernement de Bahia. Le SDR signera un accord subsidiaire avec la Compagnie de développement et d'action régionale (CAR), qui sera responsable de la gestion technique et fiduciaire du projet et créera une UGP au sein de sa structure. La CAR est une entreprise publique liée au SDR; elle a une grande expérience de l'exécution de projets appuyés par des organisations internationales et a déjà géré trois précédents projets financés par le FIDA.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

53. **Gestion financière.** L'équipe chargée des finances au sein de l'UGP créée dans la CAR est responsable de la gestion financière du projet. La BID a été désignée comme institution coopérante et sera chargée d'administrer et de superviser l'exécution du financement du FIDA, dans le cadre d'un accord de coopération avec le Fonds prévoyant les modalités détaillées de supervision telles que les missions, l'information financière et les audits, et des dispositions semblables à celles du Projet inclusif et durable au Piauí approuvé précédemment. Afin de simplifier les modalités d'exécution, le FIDA accepte que les politiques et procédures financières de la BID soient appliquées, les ayant examinées pour vérifier leur adéquation avec ses prescriptions fiduciaires. Conformément à ses Conditions générales applicables au financement du développement agricole (ci-après, les Conditions générales), le FIDA maintient l'obligation de conserver les archives pendant une durée minimale de 10 ans après l'exécution, alors que les conditions de la BID prévoient une durée de conservation de 3 ans.
54. **Financement rétroactif.** Par dérogation aux dispositions de la section 4.07 a) ii) des Conditions générales, les dépenses d'un montant inférieur ou égal à 700 000 USD seront considérées comme admissibles si elles ont été engagées après le 24 janvier 2024, date de l'approbation par le Groupe assurance qualité, pour: des services de consultant dans le cadre de la réalisation d'études et de diagnostics, les salaires et indemnités des membres de l'UGP et les dépenses de fonctionnement nécessaires, notamment l'achat du matériel informatique. L'emprunteur pourra demander le remboursement de ces dépenses une fois que les conditions préalables aux retraits auront été remplies.

55. **Audit externe.** Comme le prévoit le manuel de la BID sur les rapports financiers audités et la gestion de l'audit externe, l'équipe du projet devra soumettre des états financiers audités élaborés en vertu de cadres spéciaux, fondés sur des normes comptables cohérentes avec les Normes comptables internationales pour le secteur public, et audités soit par la Cour des comptes de l'État de Bahia, soit par un cabinet d'audit privé, conformément aux normes internationales d'audit. La BID devra transmettre les états financiers audités au FIDA au plus tard six mois après la clôture de chaque exercice financier.
56. **Manuel d'exécution du projet.** Les modalités de gestion financière, de passation de marchés et de gouvernance sont exposées de manière détaillée dans le manuel d'exécution du projet et sont fondées sur les directives concernant la gestion financière des projets financés par la BID (OP-273-12) et la passation de marchés (GN-2349-15: passation de marchés pour les biens et travaux; GN-2350-15: passation de marchés avec les consultants). Elles profiteront également de l'expérience acquise lors de l'exécution du PPS, appuyé par le FIDA et toujours en cours.
57. Le plan de passation de marchés recensera les éléments soumis à un examen *ex ante* ou *ex post* et nécessitera l'émission par le FIDA d'un avis de non-objection. Conformément à l'analyse des lacunes des directives et procédures de la BID, les procédures ci-après du FIDA seront appliquées par la BID: i) les prestataires et les consultants devront remplir un formulaire d'autocertification pour tous les documents et contrats d'appel d'offres, en application de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations et de sa Politique en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles; ii) l'outil de suivi des contrats du FIDA sera utilisé pour enregistrer les contrats signés et actualiser leur statut.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

58. La conception du projet s'est notamment appuyée sur une consultation publique hybride avec de multiples parties prenantes, des habitants de la zone du projet et des partenaires d'exécution potentiels, comme le Secrétariat d'État à l'environnement.

Mécanisme de réponse aux doléances

59. Le mécanisme de réponse aux doléances de la BID sera utilisé conformément au Cadre de politique environnementale et sociale de la BID, qui comprend un mécanisme spécifique qui doit être mis en place durant les consultations et être maintenu durant l'exécution du projet.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

60. Le système de planification et de suivi-évaluation du projet suit le cadre logique du FIDA. Aux fins de conformité avec les critères de transversalisation du FIDA, le cadre logique comprend plusieurs indicateurs de base du Fonds relatifs à la portée, au nombre de personnes disposant de nouveaux emplois et débouchés, au pourcentage de femmes déclarant une diversité alimentaire minimale, aux ménages bénéficiant d'un appui ciblé visant à améliorer leur nutrition, aux tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone dont l'émission a été évitée ou le carbone fixé, et l'indicateur d'autonomisation du FIDA, entre autres. Une étude de référence, un examen à mi-parcours et une évaluation de l'impact seront réalisés dans le cadre du projet.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

61. Le projet Parceiros da Mata est une collaboration engagée par le FIDA et la BID en réponse à une demande du Gouvernement de l'État de Bahia visant à reproduire à plus grande échelle le PPS, l'un des projets du FIDA en cours dans le monde qui produisent les meilleurs résultats.
62. Le projet permettra de transférer, en la transposant à plus grande échelle, l'approche de développement agricole durable par l'intermédiaire des organisations rurales, mise au point par le FIDA, de la région semi-aride vers la forêt tropicale atlantique. Des innovations seront également introduites, comme la rémunération des services environnementaux et la gestion des déchets solides.
63. L'équipe du projet transposera à plus grande échelle certains aspects de l'intégration et de la transformation durable et inclusive, domaine dans lequel l'action du FIDA est reconnue. L'avantage comparatif du FIDA réside dans le fait qu'il adopte dans le cadre de ses investissements en faveur des populations rurales pauvres différentes approches pour les jeunes, les femmes, les communautés quilombolas et les peuples autochtones. L'approche d'investissement participatif dans les communautés et les organisations paysannes, conjuguée au renforcement des capacités et à l'assistance technique relative aux pratiques agroécologiques résilientes, à la gestion des ressources naturelles durables, à l'ajout de valeur et à l'accès aux marchés, s'est révélée efficace pour réduire la pauvreté rurale. Les investissements dans les technologies sociales éprouvées pour l'accès à l'eau, à l'assainissement et aux énergies renouvelables sont cohérents avec la situation des communautés vulnérables.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

64. Le PPS a considérablement amélioré la préparation de l'État de Bahia à l'exécution du projet Parceiros da Mata, favorisant ainsi un démarrage rapide et sans heurt du projet. En outre, la BID et le FIDA prépareront une mission de démarrage et prévoient un financement rétroactif à l'appui du processus.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

65. Le FIDA fera appel à la BID en tant qu'institution coopérante du projet au moyen d'un accord de coordination entre les institutions. En vertu de cet accord, la BID se coordonnera avec le FIDA pour faire progresser les plans relatifs aux missions de supervision et autres. La participation du Fonds aux missions de supervision, d'examen à mi-parcours et d'achèvement portera sur des questions liées aux besoins de coordination avec la BID dans le cadre du projet et pourra être axée sur le ciblage, les thématiques transversales du FIDA (genre, jeunes, nutrition et changements climatiques), la passation des marchés, le suivi-évaluation, la gestion des connaissances et les dispositions fiduciaires.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

66. L'octroi du financement proposé à l'emprunteur est régi par un accord de financement entre la République fédérative du Brésil et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié sera transmise aux représentants au Conseil d'administration au moins cinq jours ouvrables avant l'expiration du délai de 21 jours à compter de la transmission du rapport du Président et du document de conception du projet auxdits représentants.
67. L'État de Bahia est habilité, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
68. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

69. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'État de Bahia, avec garantie souveraine de la République fédérative du Brésil, un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de dix-huit millions de dollars des États-Unis (18 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Negotiated financing agreement

(Le document sera transmis aux représentants au Conseil d'administration.)

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Project System	M&E	Annual	Project M&E Unit
	Males - Males	0	17600	44000				
	Females - Females	0	17600	44000				
	Young - Young people	0	10560	26400				
	Indigenous people - Indigenous people	0	1760	4400				
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	35200	88000				
	1.a Corresponding number of households reached				Project System	M&E	Annual	Project M&E Unit
	Households - Households	0	35200	88000				
	1.b Estimated corresponding total number of households members				Project System	M&E	Annual	Project M&E Unit
	Household members - Number of people	0	123200	308000				
	Groups that receive services promoted or supported by the project				Project System	M&E	Annual	Project M&E Unit
	Groups - Number	0	280	700				
Communities that receive services promoted or supported by the project				Project System	M&E	Annual	Project M&E Unit	
Communities - Number	0	280	700					
Project Goal Improve income, food and nutritional security, access to basic services and adaptation of the rural population to climate change, in addition to protecting the natural resource base.	Percentage of families that are in poverty or extreme poverty				Impact Survey	Baseline, Mid-Term and End of Project	Consultancy firm	Continuity of public policies and programmes that support rural poverty reduction
Households Percentage (%)	49	45	39					
Development Objective Contribute to the protection of the natural resource base, to the environmentally sustainable and diversified growth of rural production, to the increase in income, and to the expansion of access to	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment				Impact Survey	Baseline, Mid-Term and End of Project	Consultancy firm	Food security policies are maintained. Macroeconomic and fiscal policies are maintained, as well as policies and incentives that favor agro-
	Total persons Percentage (%)	0	15	15				
	Total persons - Number of people	0	5280	13200				

essential services such as water resources infrastructure and rural sanitation	Females - Percentage (%)	0	67	67				ecological transformation.	productive
	Females - Females	0	3520	8800					
	Males - Percentage (%)	0	33	33					
	Males - Males	0	1760	4400					
	1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices				Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Consultancy firm		
	Total number of household members - Number of people	0	49280	123200					
	Households - Percentage (%)	0	40	40					
	Households - Households	0	14080	35200					
	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)				Impact Survey	Baseline, Mid-Term and End of Project	Consultancy firm		
	Women (%) - Percentage (%)	0	50	50					
	Women (number) - Females	0	3520	8800					
	Households (%) - Percentage (%)	0	20	20					
	Households (number) - Households	0	7040	17600					
	Household members - Number of people	0	28160	70400					
	Women-headed households - Households								
	2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities				Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Consultancy firm		
	Males - Males	0	40	100					
	Females - Females	0	40	100					
	Young - Young people	0	60	150					
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people	0	80	200					
3.2.1 Tons of Greenhouse gas emissions (tCO2e) avoided and/or sequestered					Baseline, Mid-term	External consultant			

	Hectares of land - Area (ha)	0	0	20074	Impact Survey - Carbon-Balance Tool (EX-ACT)	and End of Project		
	tCO2e/20 years - Number	0	0	-749637				
	tCO2e/ha - Number	0	0	-18.37				
	tCO2e/ha/year - Number	0	0	-0.92				
	3.2.4 Biodiversity improvements at ecosystem-level				Adaptation, Biodiversity and Carbon Mapping (ABC-Map)	Baseline, Mid-term and End of Project	Biodiversity team in IFAD's Environment, Climate, Gender and Social Inclusion (ECG) Division.	
	Area of Intact Biodiversity (AIB) in Ha - Number	0	0	547				
	Average Natural Capital per ha (ANC) in US\$/ha - Number	3235.87	0	3236.41				
	Ecosystem based indicator in 0 or 1 - Number	0	0	1				
Outcome C1. Increase the adoption of agricultural technologies, with an emphasis on technologies for adaptation to climate change, prioritising women, young people and Traditional Peoples and Communities (PCT)	Hectares recovered through Payments for Environmental Services (PES)				Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Consultancy firm	Continuation of public policies for poverty reduction; conducive environment for coordination of public policies and programmes
	Hectares of land - Number	0	320	800				
	Farmers with better access to investments and agricultural services				Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Consultancy firm	
	Family Farmer - Number	0	8000	20000				
	Area of rural properties registered with CEFIR with environmental regularization analysis carried out				Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Consultancy firm	
	Hectares of land - Number	0	28800	72000				
	Communities with land title regularization delivered				Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Consultancy firm	
	Community - Number	0	4	10				
	Family farmers who sell their production in markets				Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Consultancy firm	
	Family Farmer - Number	0	480	1200				
	Percentage of women holding management positions in rural organizations				Impact Survey	Baseline, Mid-Term, and End of Project	Consultancy firm	
	Females - Percentage (%)	0	12	31				
	1.2.9 Households with improved nutrition Knowledge Attitudes and Practices (KAP)							

	Indigenous households - Households									
	Women-headed households - Households									
	Households (number) - Households									
	Households (%) - Percentage (%)									
	Household members - Number of people									
Output C1. Sustainable productive investments and product and income generators	Agreement on Productive Development Plans				Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	Continuation of public policies for poverty reduction; Conducive environment for coordination of public policies and programmes
	Plan - Number	0	150	150						
	Families with access to payments for the provision of environmental services (PES)				Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Households - Number	0	320	800						
	Economic organizations with agreed business plans				Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Organization - Number	0	18	45						
	Families receive TA				Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Households - Number	0	8000	20000						
	Families receive training on access to public policies				Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Households - Number	0	19440	48600						
	Community Organization Strengthening Plans prepared and agreed				Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Plan - Number	0	150	150						
	Gender and Diversity Plan prepared				Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Plan - Number	0	1	1						
	Youth Plan prepared				Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Plan - Number	0	1	1						
	Quilombola communities with collective CEFIR carried out				Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Community - Number	0	37	72						
Geo-registration to promote land regularization in remaining quilombo communities carried out				Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E		
Community - Number	0	32	72							
1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition				Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E		

	Total persons participating - Number of people	0	8000	20000				
	Males - Males	0	4000	10000				
	Females - Females	0	4000	10000				
	Households - Households	0	10000	20000				
	Household members benefitted - Number of people	0	35000	70000				
	Young - Young people	0	2400	6000				
	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks				Project System	M&E	Annual	Project M&E Unit
	Total size of groups - Number of people	0	8000	20000				
	Groups supported - Groups	0	240	600				
	Males - Males	0	4000	10000				
	Females - Females	0	4000	10000				
	Young - Young people	0	2400	6000				
	3.1.4 Land brought under climate-resilient practices				Project System	M&E	Annual	Project M&E Unit
	Hectares of land - Area (ha)	0	7400	18500				
Outcome C2. Improve access to water and sanitation in rural communities	Households with new or improved access to drinking water				Impact Survey		Baseline, Mid-Term, and End of Project	Consultancy firm
	Households - Number	0	5598	13995				
	Families with new or improved access to adequate sanitation				Impact Survey		Baseline, Mid-Term, and End of Project	Consultancy firm
	Households - Number	0	4679	11697				
	Percentage of households with water treatment for human consumption				Impact Survey		Baseline, Mid-Term, and End of Project	Consultancy firm
	Households Percentage (%)	0	40	100				
	Percentage of families with access to a garbage collection service with adequate final disposal				Impact Survey		Baseline, Mid-Term, and End of Project	Consultancy firm
Households Percentage (%)	0	40	100					
Output C2. Water infrastructure for consumption, production and rural sanitation systems	Families benefiting from rehabilitation or implementation of treated water supply systems				Project System	M&E	Annual	Project M&E Unit
	Households - Number	0	5598	13995				
								Drought or climate change is managed with appropriate adaptation measures
								Providers remain conducive to deliver TA services; droughts at acceptable ranges and

	Families benefiting from home sanitary improvements and complete domestic sewage treatment			Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	continuity of investment for accessing water
	Households - Number	0	4925						
	Communities benefiting from the domestic waste collection and treatment pilot			Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Community - Number	0	2						
Co-executing Organization trained in solid waste management			Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E		
Organization - Number	0	10						24	
Outcome C3. Improving the environmental conditions of rural families and their surroundings	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services			Impact Survey		Baseline, Mid-term and End of Project	Consultancy firm	Food security policies are maintained; extreme weather events have limited effects on production; Service providers provide quality goods and services	
	Household members - Number of people	0	92400						231000
	Households (%) - Percentage (%)	0	75						75
	Households (number) - Households	0	26400						66000
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers			Impact Survey		Baseline, Mid-term and End of Project	Consultancy firm		
	Household members - Number of people	0	92400						231000
	Households (%) - Percentage (%)	0	75						75
	Households (number) - Households	0	26400						66000
Output C3. Strengthening of technical, institutional and organizational capacity	Institutional Strengthening Plans prepared			Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Plan - Number	0	5						5
	Management Centers formed			Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Central - Number	0	2						2
	Knowledge Management material products generated			Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Product - Number	0	38						91
	Communication/knowledge circulation actions carried out			Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Action - Number	0	40						103
	Young communicators trained			Project System	M&E	Annual	Project Unit	M&E	
	Young - Number	0	100						250
CSST events carried out					Annual				

	Event - Number	0	2	4	Project System	M&E		Project Unit	M&E	
--	----------------	---	---	---	----------------	-----	--	--------------	-----	--

Integrated project risk matrix

Overall Summary

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Country Context	Substantial	Moderate
Political Commitment	Moderate	Moderate
Governance	Moderate	Low
Macroeconomic	Substantial	Moderate
Fragility and Security	Substantial	Moderate
Sector Strategies and Policies	Moderate	Moderate
Policy alignment	Moderate	Moderate
Policy Development and Implementation	Moderate	Moderate
Environment and Climate Context	High	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	High	Moderate
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Moderate
Project Scope	Moderate	Low
Project Relevance	Low	Low
Technical Soundness	Moderate	Low
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Low
Implementation Arrangements	Moderate	Low
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Low
Project Financial Management	Moderate	Moderate
Project Organization and Staffing	Moderate	Moderate
Project Budgeting	Moderate	Moderate
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Substantial	Substantial
Project Internal Controls	Low	Low
Project Accounting and Financial Reporting	Moderate	Moderate
Project External Audit	Moderate	Moderate
Project Procurement	Moderate	Moderate
Legal and Regulatory Framework	Moderate	Moderate
Accountability and Transparency	Low	Low
Capability in Public Procurement	Moderate	Moderate
Public Procurement Processes	Moderate	Moderate
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Low
Biodiversity Conservation	Moderate	Low
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Low
Cultural Heritage		No risk envisaged - not applicable
Indigenous People	Low	Low
Labour and Working Conditions	Moderate	Low
Community Health and Safety		No risk envisaged - not applicable
Physical and Economic Resettlement		No risk envisaged - not applicable

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Greenhouse Gas Emissions	Moderate	Low
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Low
Stakeholders	Moderate	Low
Stakeholder Engagement/Coordination	Low	Low
Stakeholder Grievances	Moderate	Low
Overall	Moderate	Moderate
Country Context	Substantial Moderate	
Political Commitment	Moderate	Moderate
Risk: Changes in political authorities at the state and national levels are relevant and could alter the executing agency's priorities and produce changes in the technical teams, delaying the Project implementation. Considering the project addresses a demand from the Bahia state government, there is a high political commitment. Parceiros da Mata enjoys full political support from the State Government's current leadership, elected in 2022's elections.	Moderate	Moderate
Mitigations: The Project responds directly to the State Government's priorities and interests. It aligns with programs and public policies that are not expected to change in the medium term. The Parceiros da Mata also fits the Federal Government's priorities according to the criteria established for external financing, as evidenced by the high rating of the Project by the Commission for External Financing (COFIEX). The risks will be mitigated through the involvement of several other partners in the Project development, including public state agencies, civil society, and the private sector. Also, IADB (Inter-American Development Bank) and IFAD (International Fund for Agricultural Development) will keep a continuous dialogue with state and federal counterparts to inform new authorities of Project characteristics and benefits, as well as keep participating in policy dialogue platforms such as the Forum of State Secretaries and Northeast Consortium. IFAD Office in Salvador will play a critical role in monitoring changes in the political scenario.		
Governance	Moderate	Low
Risk: Weakening of State Government secretariats aimed at rural development, family farming, environmental conservation, and poverty reduction due to increased political power of the agribusiness sectors (monoculture for export) may interfere in the allocation of resources to rural development. Nevertheless, this risk is not significant as the country and state institutions are solid and exhibit a long-term commitment to family farming and poverty alleviation policies targeting the poorest and most vulnerable rural populations.	Moderate	Low
Mitigations: The Project will adopt a multisectoral approach to tackle the main problems affecting the rural populations of the Project area. Parceiros da Mata will strengthen, integrate, and develop government programs and policies related to sustainable rural development. Besides, the Project will include an institutional strengthening component to help strengthen key rural development institutions and secretariats at the state level.		
Macroeconomic	Substantial	Moderate

<p>Risk:</p> <p>i) Unstable political and economic environment with trends of increase in inflation, unemployment, decreasing/low GDP growth, and deterioration of public accounts. ii) If the Brazilian Real appreciates compared to the Dollar, the Program costs could increase (in Dollars), and the budget would be insufficient to execute the Project activities as planned. iii) The effects of the Ukraine war in Brazil, and in Bahia in particular, are the increase in costs of fertilizers imported and in commodities prices, especially corn, wheat, oil and sunflower oil. The restrictions of the supply – or just the possibility of lower availability – already boost prices and worsen the national inflation rates. Iv) Difficulty in mobilizing the state government’s counterpart.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>i) Close monitoring of the macroeconomic situation and policies. ii) Elaborating Parceiros da Mata action plans considering the most likely future scenarios and adjusting priority actions and Project disbursement accordingly to contextual changes whenever necessary. iii) Regarding the impacts of the war in Ukraine, the Project will partner with procurement consultant to map a wider network of suppliers, how their peers are handling the crisis, and support innovative solutions to manage the impacts of the war in supply availability and costs. Besides, the investment plans that will benefit producers will take current and future inflation macroeconomic tendencies into consideration in their economic feasibility analysis. iv) The project's design is fully aligned with Bahia’s Pluriannual Plan (PPA) 2020-2023 and the design coincided with the drafting of the Pluriannual Plan 2024-2027, in which the project will be considered as a priority action of the Bahia government, guaranteeing a counterpart budget.</p>		
<p>Fragility and Security</p>	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The economic fragility in the past years, coupled with the drastic effects of a pandemic, led to high unemployment rates and an exponential increase in the population living below the poverty line in Brazil. That figure, which was 9.5 million people in August 2020, tripled to more than 27 million in February 2021. With the upsurge of the pandemic, the number of people in food insecurity also considerably increased, especially in the North and Northeast regions. In 2021, food and nutrition insecurity affected 68% of households in the Northeast region.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>Parceiros da Mata’s integrated resilience approach shall help address various climate, economic and environmental shocks. Besides activities aimed at improving family farmers' ability to recover from hazards, Project interventions aim to assure food and nutritional security, poverty reduction, and minimization of target groups' economic losses to external shocks. The Project has in its specific objectives improve the food and nutrition security of the most vulnerable populations.</p>		
<p>Sector Strategies and Policies</p>	Moderate	Moderate
<p>Policy alignment</p>	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>There is a risk that possible public policies are not sufficiently aligned with IFAD and IADB’s priorities (especially regarding access to land, environment, climate, gender, diversity, youth, food and nutrition), potentially limiting the scope of Parceiros da Mata’s development objectives and operation. In addition, there may be discrepancies between state and federal political priorities, which may also affect the Project.</p>	Moderate	Moderate

<p>Mitigations:</p> <p>The Project design is fully aligned with Bahia's Pluriannual Plan (PPA) 2020-2023 and the strategies of the Integrated Development Plan (PDI) of Bahia 2035. The Project will be implemented at the state level and in an area of poverty prevalence, where family farming is a consensual priority, reducing the risks of misalignment. At the federal level, Parceiros da Mata is aligned with several policies and programs, such as Brazil's Determined National Contribution (NDC) objective of establishing sustainable agriculture that is resilient to climate change; National Adaptation Strategy (ENAA), and National Adaptation Plan to Climate Change (PNA); National Rural Environmental Registry System (SICAR), National Technical Assistance and Rural Extension Policy for Family Farming and Agrarian Reform (PNATER), Food Procurement Program (PAA), National School Feeding Program (PNAE), and PRONAF. The high rating of the project by the Commission for External Financing (COFIE) illustrates the sound alignment with federal policies. IFAD and IADB will continue dialoguing with the federal agencies to ensure their awareness of the Project objectives and activities.</p>		
Policy Development and Implementation	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The Project will build a solid basis for collaboration with research institutions and civil society partners with strong experience regarding the Atlantic Rainforest context, besides counting on the capacity and experience of a strong M&E system to ensure that empirical data and information can guide its implementation. Parceiros da Mata will be based on a bottom-up rural development approach, facilitating beneficiary participation in Project implementation and building the capacity of poor rural people and their organizations.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>i) IADB and IFAD will ensure the Project receives constant feedback on innovative approaches, good practices, and policies from other projects in their portfolios. ii) The partnership between IFAD and the IADB, both international bodies with a state and federal impact, will help to minimize the risks. iii) In addition, IFAD grants, such as DAKI-Semiárido Vivo and AKSAAM (Adapting Knowledge for Sustainable Agriculture and Access to Markets), can help and support the preparation for Project implementation. iv) Finally, the project will focus on knowledge management, valuing the results of the monitoring and evaluation system, good practices, and lessons learned. These will form the basis for policy dialogue so that the project's experiences contribute to improving public policies to combat rural poverty. IFAD continues to support policy dialogue instruments, such as the Forum of Family Farming Managers and the Family Farming Thematic Chamber of the Northeast Governors' Consortium, to ensure the effective implementation of the Parceiros da Mata.</p>		
Environment and Climate Context	High	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	High	Moderate

<p>Risk:</p> <p>Deforestation of large areas for agricultural or grazing use is the most visible environmental problem in the Project area. It is estimated that the Atlantic Forest currently occupies only 13.8% of its original area in the region. The use of unsustainable land management practices, such as selective logging, deforestation (including in steep slopes), downhill tillage, the use of fire for pasture management, overgrazing, has resulted in increased compaction and exposure of the soils to weathering agents, causing soil degradation and productivity losses. In turn, the intense anthropogenic interferences in the environment and particularly the deforestation of riparian vegetation (which is protected according to Brazilian Law) have had a significant impact on the water cycle, causing the drying up of springs, reduced water infiltration and the siltation of the region's watercourses, decreasing water availability in the region. At the same time, more intense precipitation related to climate change and exposed soils is leading to flooding and landslides. The combination of the processes cited here has a significant negative impact on biodiversity due to the suppression of natural habitats and their fragmentation. From a longer-term perspective, the sum of these factors (including predicted climate change) associated with more frequent 'extreme' events (droughts and floods, for example), could trigger a significant loss of environmental quality. This, in turn, is likely to have a direct effect on the productive potential of agricultural systems and on the quality of life of the population. Another risk factor to be considered is the witch's broom, a disease that contributed to the cacao crisis in the region in the 1990s and is caused by a fungus called <i>Moniliophthora perniciosa</i>. This and other fungi (e.g. <i>Moniliophthora roreri</i>) represent a risk for cacao production in the region if not properly controlled. Additionally, most families channel domestic effluents to a rudimentary pit built by the families themselves without sanitary protection, causing seepage and contamination of soil and water.</p>	High	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>i) The Project's interventions include the environmental recovery of priority areas of the Atlantic Rainforest (e.g. riparian forests) to improve environmental services, co-benefits for biological corridors, environmental regularization initiatives, investments in basic rural sanitation, and institutional strengthening in territorial environmental management. ii) The Project productive component will also contribute to reducing environmental vulnerability by supporting family farmers and communities with technical assistance to adopt agroecological and resilient productive practices (i.e. water access technologies, soil conservation, agroforestry systems, integrated pest management, etc.) that restore and conserve natural habitats function and structure and productive systems, combatting soil degradation. In response to pests and diseases that threaten cacao production, mitigation measures will include promoting resistant varieties, diversification of the production systems and other agroecological pest and disease management measures. iii) The project will finance small works to increase access to basic sanitation services to improve the population's quality of life, health, and environmental sustainability.</p>		
<p>Project vulnerability to climate change impacts</p>	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Regarding expected climate changes, models predict a reduction in precipitation and an increase in temperature for the entire state, with the reduction in precipitation being even more important in the coastal regions and reaching up to 70%. At the same time, the probability of extreme weather events increases, such as the drought recorded in the northwestern municipalities of the area in the period 2012 - 2015, or even the large-scale floods verified at the end of 2021, mainly in the South Coastal (Litoral Sul) Identity Territory. Combined with the deforestation and soil degradation trends mentioned in the section above, these changes could impact on the productive potential of local agricultural systems.</p>	Substantial	Moderate

<p>Mitigations:</p> <p>The project aims to mitigate vulnerability to climate change by promoting planned adaptation measures, such as: i) increasing water capture and storage; ii) increasing water use efficiency through the promotion of technologies such as household cisterns, greywater reuse systems and micro-irrigation; iii). Restoring water sources and riparian forest through conservation of existing forests and reforestation of degraded areas; and iv) support to the adoption of agroecological soil conservation practices that increase soil water retention capacity. The promotion of diversified agroforestry systems will also increase resilience in the face of higher temperatures by providing a shadier, cooler, and thus more comfortable work environment for animals and local communities.</p>		
Project Scope	Moderate	Low
Project Relevance	Low	Low
<p>Risk:</p> <p>No relevant risk for the Project's objectives and interventions being not fully aligned with IFAD's or the country's development priorities, including current COSOP (2016-2022) and the new COSOP (2024-2032) in design. The Project corresponds to the central challenges of production and access to services for the rural poor, and the design is also aligned with state policies and priorities.</p>	Low	Low
<p>Mitigations:</p> <p>Mitigation measures will be taken through contact dialogue with the state government and the full involvement of stakeholders during design and implementation, including civil society and farmers' organizations. Besides, the Project has a participatory approach that will allow ownership, relevance, and alignment with target groups' needs and priorities.</p>		
Technical Soundness	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>There is a risk in implementation due to the current capacities of state-level public institutions as Project activities require strong coordination and integrated planning.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>i) Designing the Project based on lessons learned from IFAD projects in Bahia, as the Pro-Semi-arid Project (PSA), and IADB projects in the Brazilian Northeast (1633/OC-BR, 5440/OC-BR, 4723/OC-BR, 4732/OC-BR, ATN/LC-17432-BR). The Project is highly robust also based on IFAD's and IADB's solid technical experience. ii) Establishing effective management and coordination structure. iii) The Project includes an institutional strengthening component of different state entities. iv) Building alliances with third-party suppliers of technical assistance to producers and communities, which are very common in IFAD projects in Brazil and have achieved excellent results in innovation and technical quality.</p>		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Low
Implementation Arrangements	Moderate	Low

<p>Risk:</p> <p>i) There is a risk that the Project executing agency's capacities are insufficient for adequate and effective Project management, leading to delays and lower quality of execution. ii) For some works, such as technical assistance and specialized service delivery, such as the sanitation component, there is a low risk of lack of qualified personnel in the state. iii) The Project will involve considerable managing complexity within a 6-year timeframe given the inclusion of multiple activities ranging from payments for environmental services (PES), land and environmental regularization, business plans development in support of marketing, technical assistance, water, sewage and waste management, KM and SSTC.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>i) Establishment of a Project Management Unit (PMU) in CAR that has extensive experience in project execution, including from International Financial Institutions, as IFAD and the World Bank. This PMU will coordinate planning, financial management and implementation and report on the technical and financial progress of the Project. This PMU should be supported by a project management institution as was done successfully in the PSA project. ii) Institutional strengthening of component 3 will provide training and capacity-building. The PMU should provide contracting/partnership with institutions experienced in TA and sanitation to provide training to its staff. iv) Provision of training and technical assistance to community organizations and beneficiary households to ensure proper management, operation and maintenance of project investments. v) Funds have been earmarked to hire specialized technical consultancy services to develop and implement all the Business Plans. vi) For PES activities, the Environmental Secretariat (SEMA), with experience in PES schemes, will be a key Project partner. vii) For land titling, funding will be provided for the costs of a specialized company to carry out the fieldwork, the issuing of titles, their registration at the land registry office, and the delivery of the property title to the Quilombola Association. Regarding environmental regularization, CAR has already developed capacity during the PSA implementation, and Parceiros da Mata will hire a specialized support office for this activity. viii) The Project will maintain a close relationship with IFAD's Center for Knowledge and South-South and Triangular Cooperation, which will support KM and SSTC activities.</p>		
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>The risk of poor M&E performance is considered low because PSA has built a strong M&E capacity, based on which Parceiros da Mata will improve and develop the necessary systems. The Project may have difficulties in composing a specialized M&E team to work at the PMU, both in the state's professional staff and in hiring specialist consultants.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>IADB and IFAD will prepare a robust M&E Plan, which will define key aspects and methodologies for monitoring and evaluating Project's results. This plan will be updated by the M&E team at the beginning of the execution, to include the monitoring arrangement to guarantee the fluidity of information between the bodies responsible for implementing the Project and define each professional's roles. SDR/CAR will consolidate the M&E data of the Project as a whole. The PSA system will be used, adapted, and made available. There will be budget planned for the system improvement and this will be an important legacy for the state. Strengthening the M&E team's capacities is planned in the context of developing the institutional capacities of key state entities.</p>		
Project Financial Management	Moderate	Moderate
Project Organization and Staffing	Moderate	Moderate

Risk: i) The CAR finance team supports the execution of a portfolio of project and staff are not 100% dedicated to financial management of the project. ii) Inexperience of the CAR finance team with IDB fiduciary processes and policies which will be applicable to IFAD financing as well	Moderate	Moderate
Mitigations: i) A Program Coordination Unit (PCU) will be created within CAR, which will be responsible for the overall management and coordination of the program; and a specialized contracting agency will be hired to support contracting and procurement for project management. As part of the PCU two finance professionals will be hired; ii) Training and support from IDB in fiduciary requirements.		
Project Budgeting	Moderate	Moderate
Risk: Insufficient gvt counterpart funding is made available or delays in the allocation of fiscal space affecting project implementation.	Moderate	Moderate
Mitigations: The IFAD and IDB teams will ensure that SEPLAN is firmly committed to ensuring the allocation of sufficient counterpart financial resources for project implementation. SDR will ensure timely submission of request for fiscal space and counterpart funds to ensure sufficient and timely resources for Project implementation. Monitoring by IFAD of the availability of counterpart funds at least every six months.		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Substantial	Substantial
Risk: i) Timing differences IDB and IFAD loan which could affect the availability of funds under the parri passu arrangements and delay project implementation ii) Beneficiary organizations, which will manage the resources and implement the investment, may have weak capacity around resource management and may not be able to submit timely and quality investment plans, establish bank accounts and report on the use of funds, which could delay disbursements, implementation and reporting	Substantial	Substantial
Mitigations: i) Alignment of dates entry into force financing agreements BID and IFAD and EIF BIF Financing Agreements as a condition for disbursement IFAF ii) Contracting of adequate technical services for the design and support to organizations during implementation of investment plans		
Project Internal Controls	Low	Low
Risk: Adequate controls in place as confirmed during supervision Pro Semi Arid Project and confirmed by audits	Low	Low
Mitigations: Final review of the Financial Management sections of the Program's Operating Regulations, No objection as a condition for disbursements Disseminate the Project's Operating Regulations to all involved parties; Publicize anti-corruption measures and the ombudsman and complaint systems.		
Project Accounting and Financial Reporting	Moderate	Moderate

<p>Risk:</p> <p>i) The State Financial Management System does not generate automated IFRS and annual financial statements as required by IFAD/IDB which could result in human error and delays in reporting;</p> <p>ii) Insufficient staff assigned to manage implementation and ensure financial reporting on business plans;</p> <p>ii) counterpart funds will come from various sources, including indirect in the form of contributions from other programs of the SDR and CAR,</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>i) Clear reporting requirements agreed between IDB and IFAD with formats documented in the PIM</p> <p>ii) As required by BID, ensure before the start of the project the implementation of a system to automate the generation the financial reports including counterpart funding as required by the IDB in the currency of operation (U.S. dollars), either through the acquisition, development or contracting of a commercial software that allows for processing of payments;</p> <p>iii) Ensure sufficient staff is assigned to accompany the implementation and reporting on investment plans;</p> <p>iv) Establish and document in the PIM clear criteria for recording and valuing both direct and indirect government counterpart financing.</p>		
Project External Audit	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>Audit reports issued not in compliance with IFAD audit manual in particular compliance with accounting standards acceptable to IFAD</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>i) Agree with IDB before entry into force and as part of finalization cooperation agreements the applicable of accounting standards applicable.</p> <p>ii) In cooperation with IDB Liaise with state court of auditors to clarify requirements as per IFAD Manual and to agree on Terms of Reference</p>		
Project Procurement	Moderate	Moderate
Legal and Regulatory Framework	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The new federal regulatory framework for tenders and administrative contracts (Law no. 14.133/2021), establishes important changes that will have direct repercussions on state public procurement. The new law mandatory application may cause delays. In addition, the risk linked to changes and innovations brought by the new legislation can directly impact the development of the Project as the teams may find it difficult to assimilate and implement the changes at the appropriate time. It is also possible to identify the risk related to the weaknesses of public access to information on procurement and contracts, which can generate gaps for irregular practices, distrust of the legitimacy of activities, and questioning by control bodies.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>To reduce the risks inherent to the changes brought by the new regulatory framework, it is recommended that the conditions and methods peculiar to the selection and contracting contained in the IFAD and IADB norms, when applicable, are indicated in the Grant Agreement, and their use is subject to a favorable opinion from the legal body of the grantee prior to the execution of said Agreement. Providing training and retraining on the rules applicable to the personnel involved in procurement activities and continuous monitoring of the Project's procurement team regarding the changes in the new law are also strongly recommended.</p>		

Accountability and Transparency	Low	Low
<p>Risk:</p> <p>In terms of accountability, the absence of clear protocols in the National systems can lead to failures in the direction of demands and, consequently, impact the investigations and solving any irregularities, with a potential risk of questioning the legitimacy of some decisions taken under an apparent conflict of interests. The inexistence of a 2-tiered system to handle complaints can generate a lack of exemption in the evaluation, mistaken conclusions and/or ineffective treatment of the information, directly impacting the necessary corrective measures and affecting the reputation, and culture of the Project. Another risk is the start-up of procurement processes before the establishment of the PMU, hindering accountability.</p>	Low	Low
<p>Mitigations:</p> <p>i) Implement specific protocols for receiving/handling complaints that include general and exception rules, dissemination, training, and communication plans, as well as non-retaliation policies against whistle-blowers, among others;</p> <p>ii) adopt a 2-tiered system for handling complaints with rules well defined in a specific manual;</p> <p>iii) implement an ethics and compliance council to deliberate on complaints; iv) adopt the practice of conducting prior research in procurement/contracting activities (third party due diligence) through consultation of federal and state debarred lists and other relevant tools.</p> <p>The PMU will be established before the start of procurement processes to avoid any risk associated to lack of transparency and accountability.</p>		
Capability in Public Procurement	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The first risk is the fact that hiring according to IADB guidelines and procedures is unusual for the state government and needs specific capabilities in public procurement, although executing agencies already have professionals with experience in biddings of this nature. A second risk refers to acquisitions being carried out by rural organizations that will receive funds for the implementation of investment plans, which will have to carry out a large volume of contracts.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>To mitigate the first risk, the Project will provide training and retraining on the rules applicable to the personnel involved in procurement activities, including producer organizations. To mitigate the risk of acquisitions being carried out by multiple entities, the Project will establish a Procurement Management sector at the PMU to coordinate the procurement issues and carry out the primary and more complex selection and acquisition processes and coordinate the operations on the topic of acquisitions with the entities involved in Project execution.</p>		
Public Procurement Processes	Moderate	Moderate

<p>Risk:</p> <p>Procurement processes follow a fragmented flow between different sectors of the executing agency, showing a low degree of communication and interaction between those involved, especially regarding the planning phase of activities. This can lead to a lack of understanding of the procurement and contracting processes, problems with specification and identification of needs, difficulties in choosing the applicable method, adoption of unrealistic plans, and non-compliance with deadlines for each process, among others. Such risks can severely impact the efficiency and quality of the Project's procurement and contracting activities. Lack of knowledge about IADB's procurement rules represents a risk that can lead to delays and failures in the development of activities in the area.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>i) The Project shall adopt participative and integrated planning of procurement involving its coordination and the technical and financial area; ii) procurement and contracting flows and procedures will be clearly described in the Program Operating Regulations Manual; iii) the project procurement team will be trained on IADB guidelines which are in line with IFAD's.</p>		
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Low
Biodiversity Conservation	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>In the project area, the Atlantic Forest, a biodiversity hotspot, which harbours a high level of biodiversity has been and is under threat due to deforestation, much of which is linked to conversion to pastures for cattle ranching. It is estimated that only 13.8% of the State's Atlantic Forest remains. The project will work with Indigenous People, traditional communities and small-scale farming communities with varying degrees of biodiversity conservation of their territories and properties. Risks include the unintended introduction of pests and diseases, the introduction of invasive species and deforestation.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>The project will promote agroecological production systems and practices that avoid negatively impacting surrounding biodiversity. In addition, reforestation activities, the promotion of traditional cabruca cacao production (that conserves the Atlantic Forest) and a payment for ecosystem services activity will contribute to ecosystem restoration and conservation. Furthermore, it will strengthen the organisational capacities of Indigenous Peoples and traditional communities, thus enabling them to better counteract threats associated with large-scale tourism that are affecting their territories. Activities to improve family farmers' productivity and income will exclude critical habitat areas. In addition, in line with IADB policies, the Project will not be able to carry out any activities that cause significant conversion or degradation of natural habitats. The project will also avoid the introduction of invasive species.</p>		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>The development of productive activities generates the risk of soil degradation, loss of forest cover, deforestation, burning, contamination of soil and water, and the generation of solid/liquid waste. Furthermore, the lack of proper sanitation and sewage treatment is a leading cause of pollution in the project area.</p>	Moderate	Low

Mitigations: The Project will support communities in obtaining land titling, strengthening incentives for them to invest in conservation practices. The Project will invest in basic rural sanitation infrastructure, including individual systems for treating household sewage, greywater reuse systems, and green pits. It will also promote agroecological practices, including soil fertility enhancement, and pest and disease management that avoid soil and water pollution.		
Cultural Heritage		No risk envisaged - not applicable
There is no risk the Project may cause significant degradation of cultural or physical resources, including threats to resources of historical, religious, or cultural importance or their loss.		
Indigenous People	Low	Low
Risk: There is no risk the Project may have a significant physical, social, or economic negative impact on indigenous peoples, or that it threatens resources of historical or cultural importance to them or the loss of these resources. Indigenous peoples will not be adversely impacted by Project actions.	Low	Low
Mitigations: i) Project eligibility/exclusion criteria prohibit the acquisition or restriction of land use in areas of indigenous and traditional communities. ii) The Environmental and Social Management Framework (ESMF) will include a Plan for Disclosure and Public Consultations, contemplating the participation of quilombola, indigenous and other traditional communities, informing about the Project and location of proposed interventions in the communities, reporting on the activities and location of any intervention in the area bordering the demarcated Territory. iii) The ESMF will also include a Social Communication and Community Participation program that respects and includes forms of documenting and means of communication accessible and adequate to the cultural specificities of indigenous peoples and traditional communities of the Project area.		
Labour and Working Conditions	Moderate	Low
Risk: Risk that the Project may result in abusive labor practices (for example, forced or child labour), cases of gender violence, discriminatory and unsafe/unhealthy working conditions for those employees of the Project, including third parties and large suppliers.	Moderate	Low
Mitigations: All contracts with contractors, suppliers, and third parties to be financed with IFAD funds will include provisions that prohibit child labour and promote decent work conditions. The Project will recruit a social inclusion specialist for the PMU. An Action Plan for Gender Equality will also be developed, examining measures to prevent and combat gender-based violence.		
Community Health and Safety		No risk envisaged - not applicable
There is no risk the Project will have adverse effects on the health and safety of the community.		
Physical and Economic Resettlement		No risk envisaged - not applicable

The Project's intervention should not cause the resettlement of families.		
Greenhouse Gas Emissions	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>The risk of significantly increasing greenhouse gas emissions is very low as investment will only be made in small-scale infrastructure, such as processing units and micro-irrigation or renewable energy technology. Investment may be made in small-scale livestock systems, but these will be small in scale and integrated within mixed crop-livestock production.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>The Project will promote renewable energy technologies (e.g., biodigesters, solar energy, efficient use of fuelwood) and ecosystem restoration through reforestation and agroforestry systems, which will increase the carbon capture and storage potential of the project area. These activities should counterbalance any GHG emissions linked to investment in small-scale infrastructure or in transportation for commercialisation that may be made. An Ex-ACT analysis will be carried out once the IADB equivalent of the PDR is elaborated to provide a precise estimation of the carbon balance of the Project.</p>		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>The Project will be supporting communities to increase their resilience to climate change and there is a small risk of maladaptation if project investments do not consider the climate risks and hazards that are specific to each community. The main risks to populations and ecosystems include drought, flooding and landslides due to intense precipitation.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>Investment plans will include an analysis of the climate risks to ensure that the investments made reflect the climate variability and hazards faced by the community. Technical assistance teams will receive continued and in-depth training on climate-resilient agroecological practices and climate-resilient infrastructure and social technologies.</p>		
Stakeholders	Moderate	Low
Stakeholder Engagement/Coordination	Low	Low
<p>Risk:</p> <p>There is a risk that the main players invited to be part of the Project show little interest or commitment toward the Project's objectives and activities. Some civil society organizations represent different interests relevant to the Project, as the Movement of Landless Workers (MST) and Teia dos Povos. The IFAD and IADB teams met their representatives as part of the consultation process for this Project's design. The objectives and approaches of the Project align with the interests of these organizations. Also, IADB, in line with its Environmental and Social Policy Framework (ESPF) will carry out a public consultation process.</p>	Low	Low

<p>Mitigations:</p> <p>SDR/CAR will coordinate the participation of interested sectorial institutions (CDA, SEMA, INEMA, SEPROMI, CERB) both during Project design and implementation. During design, a virtual public consultation with multiple stakeholders was held when CAR clarified doubts about the project. At the community level, the Project will implement a participatory process to develop Productive Plans (PP) and Business Plans (BP) to ensure the participation and representation of the needs and aspirations of the different groups in defining the specific supports to be offered by the Project. The project will also establish continuous communication, awareness-raising, and coordination with the many partners at all levels (local, state, and federal) starting at the project design stage, and activities on visibility aimed at promoting and clarifying potential outcomes of project activities, both for target groups and partners involved in implementation.</p>		
Stakeholder Grievances	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>Project implementation may entail the submission of complaints by several stakeholders involved or impacted by Project activities, thus affecting the continuity of activities and the established schedule.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigations:</p> <p>The Project will incorporate a clear and effective Grievance and Redress mechanism (GRM), to be designed in a participatory way in line with IFAD's guiding documents - Framework for Operational Feedbacks from Stakeholders and IFAD's 2021 Guidelines on Project Target Group Engagement, Feedback and Grievance Redress. The procedure includes mechanisms to manifest the claim or complaint, response time, and resolution spheres. This mechanism shall be easily accessible to the population and have a speedy resolution, ensuring that submitted complaints are quickly reviewed and situations are mutually agreed upon in a satisfactory way for the parties involved. The project will raise awareness among stakeholders about the complaints and grievance mechanisms available. It will also include this information as part of IFAD missions and the training of technical assistance teams that will work directly with beneficiaries.</p>		